

Flambée au marché
**L'ascension
des prix de l'or se poursuit**

Page 4

Nouvelles avancées
dans l'enquête sur les attentats de Paris

**La France encore
sous le choc**

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3718 - Lundi 16 novembre 2015 - Prix : 10 DA

Musique andalouse et poésie

**Décès de Sid-Ahmed
Serri et de Messaour
Boulanouar**

Page 24

Le débat en plénière du PLF 2016 renvoyé au 22 novembre

Désaccord sur plusieurs articles à la Commission des finances

Page 3

**Quels
lendemains
pour le
Vendredi 13 ?**

Par Mohamed Habili

Ce n'est certainement pas maintenant, à chaud, qu'il est possible de mesurer avec une bonne précision la portée des attentats de Paris au double plan interne et externe. Au point de vue de la politique intérieure, il faudra pour cela attendre la prochaine échéance électorale, pas très lointaine désormais, pour pouvoir mesurer leur impact sur la société, ce qui se manifesterait en premier lieu dans l'évolution du rapport de force au sein de la classe politique française. Si aux prochaines élections régionales, il est enregistré une progression nettement supérieure à laquelle il était raisonnable de s'attendre, si, autrement dit, le Front national fait un bond en avant à cette occasion, alors il sera évident que c'est bien aux attentats qu'il le doit. A l'inverse, et par extraordinaire, si ses résultats sont plus faibles que prévu, alors ces mêmes attentats auront affaibli l'extrême droite, et avec elle les idées d'exclusion sur lesquelles elle prospère, et qu'elle entretient en retour. A peu de distance d'une échéance électorale, bien des choses sont capables d'influer directement sur ses résultats, à fortiori un événement aussi considérable que des attaques terroristes coordonnées comme celles du vendredi 13. Au contraire d'un événement même marquant, mais qui se situant loin d'une échéance aurait le temps de dissiper ses effets avant que celle-ci se tienne.

Suite en page 3

Tout en affirmant qu'une enquête est en cours pour l'activité complémentaire

**Boudiaf aux médecins :
«Attendez-vous à des surprises !»**



Une enquête est en cours au niveau national pour faire la lumière sur l'activité complémentaire des médecins qui sont à cheval entre les deux secteurs, public et privé. «Attendez-vous à des surprises !», averti le ministre de la Santé. Lire page 2

Réception prochaine de 1 000 projets touristiques sur le territoire national

**Ghoul satisfait
de sa visite à Alger**

Page 3

Djanet

**L'Orchestre symphonique
national anime un concert**

Page 13

Tout en affirmant qu'une enquête est en cours pour l'activité complémentaire

Boudiaf aux médecins : «Attendez-vous à des surprises !»

■ Une enquête est en cours au niveau national pour faire la lumière sur l'activité complémentaire des médecins qui sont à cheval entre les deux secteurs, public et privé. «Attendez-vous à des surprises !», a averti le ministre de la Santé.

Par Louiza Ait Ramdane

En dépit de l'instruction ministérielle confirmant le gel de l'activité complémentaire, adressée aux directeurs de santé de wilaya (DSP) afin de veiller au respect de cette interdiction, les praticiens de la santé publique et les infirmiers continuent d'activer dans le public et dans le privé en parallèle avec la complicité des gestionnaires de ces établissements.

Le gel de cette activité complémentaire pas été respecté tantôt par les praticiens de la santé publique, les infirmiers, ou encore par les DSP sommés de sévir contre cette pratique qui nuit au service public. Cette instruction ministérielle N° 561/2014 stipule qu'il est inadmissible que des médecins exercent dans les deux secteurs, privé et public. L'instruction n'écarte pas les médecins retraités des cliniques privées qui sont en congé hebdomadaire et annuel. Les gestionnaires des hôpitaux ainsi que les médecins ont ignoré cette instruction dans le but de maintenir le chaos régnant dans le secteur de la santé.

Être à cheval entre les deux secteurs, public et privé, n'aidera en aucun cas le malade. Pour le système de la santé publique, l'impact n'est pas brillant, les hôpitaux publics restent sans médecins. Le maintien de cette pratique a détruit le service public et par conséquent la santé des citoyens. Cette double activité est aujourd'hui en partie à l'origine de plusieurs dysfonctionnements dans les établissements sanitaires relevant du secteur public.

Les médecins qui optent pour cette activité dans le but de bénéficier d'une double rémunération, laissent des malades sans prise en charge. Ces derniers se retrouvent contraints d'attendre plusieurs jours sur le lit d'un hôpital afin de recevoir quelques soins. Pis encore, de nombreux malades qui se rendent dans les hôpitaux publics pour se soigner se retrouvent réorientés par leurs médecins traitants vers des cliniques privées. Dans certains cas en relation avec ces activités complémentaires, le personnel ayant la possibilité d'exercer parallèlement dans le public et dans le privé subtilise des médicaments qui coûtent très cher à l'Etat, pour les revendre ensuite aux cliniques privées. Une situation intolérable qui a poussé le département de la santé à sévir en interdisant cette activité tant contestée par les malades. A travers cette instruction, Abdelmalek Boudiaf voulait mettre de l'ordre dans le secteur



public. Mais en réalité, cette mesure n'a pas fait peur aux praticiens, aux infirmiers ainsi qu'aux gestionnaires des établis-

sements publics. C'est pourquoi Boudiaf a lancé une enquête pour déterminer les personnes impliquées dans cette pratique.

A cet effet, il a promis des sanctions à leur égard. «J'ai des informations sur cette pratique qui ne vous honore pas. Si vous voulez quitter le public, allez-y, mais je ne veux pas de cette double activité», a déclaré le ministre en direction des médecins, lors d'une visite d'un CAC dans la wilaya de Sétif. «Une enquête est en cours, attendez-vous à des surprises», a-t-il averti, soulignant que «c'est aux médecins de choisir le secteur dans lequel ils veulent évoluer, les patients ne devant en aucun cas être pris en otages de situations ambiguës».

Nécessité de promouvoir la santé de proximité

L'autre point qui tient à cœur le ministre de la Santé est la promotion de la santé de proximité. Lors de sa visite dans la capitale des Hauts-Plateaux, il a mis l'accent sur ce point dans le cadre

de la nouvelle approche de gestion des hôpitaux. La santé de proximité est le point focal de la stratégie sanitaire du pays, a précisé Boudiaf, soulignant que cette nouvelle politique contribuera à alléger la pression sur les Centres hospitalo-universitaires (CHU) et permettra à ces structures de santé de se concentrer sur leur mission principale, celle de la formation, de la recherche scientifique et des soins de haut niveau. «Ce n'est pas normal d'évacuer un malade atteint de cancer de Constantine ou de Annaba vers Sétif, alors que les deux wilayas ont chacune bénéficié d'un CAC», s'est-il exclamé. Le ministre a instruit les cadres de son secteur d'œuvrer à «concrétiser les nouvelles orientations» avant de donner un délai «jusqu'au mois de mars 2016» pour «réactiver» le rôle des salles de soins et d'autres structures de proximité du secteur de la santé. **L. A. R.**

Nouvelles avancées dans l'enquête sur les attentats de Paris

La France encore sous le choc

Au surlendemain des attentats les plus meurtriers de l'histoire de France, survenus en région parisienne, qui ont fait selon un dernier bilan 129 morts et 352 blessés dont une centaine dans un état grave, la France est encore sous le choc. Du côté de l'enquête, de nouvelles personnes ont été placées en garde à vue hier matin et une voiture a été retrouvée. Dans ce sens, les enquêteurs des services français antiterroristes ont dévoilé hier les noms de trois terroristes impliqués. L'un, qui a participé à la prise d'otages sanglante dans la salle de spectacles du Bataclan, Omar Ismaïl Mostefai, était un Français de 29 ans. Né à Courcouronnes, en banlieue parisienne, il était fiché depuis 2010. En outre, les enquêteurs tentent de confirmer que le kamikaze a bien séjourné en Syrie en 2014. Condamné à plusieurs reprises pour des délits de droit commun, il n'avait jamais fait de séjour en prison. Il a été identifié par ses empreintes, grâce à un doigt sectionné retrouvé dans la salle de spectacles parisienne où se tenait un concert de rock lors de l'attentat. Son père et son frère ont été placés en garde à vue. Leurs domiciles, situés respectivement à Romilly-sur-Seine et Bondoufle, ont été perquisitionnés samedi soir, a rapporté l'agence de presse AFP. Le journal serbe Blic a fourni le nom d'un deuxième suspect. Il s'agirait d'Ahmad Almuhammad, dont le passeport syrien, qui avait été enregistré par les autorités serbes en octobre, a été retrouvé sur l'un des terroristes. L'homme a été enregistré en Grèce le 3

octobre et a ensuite pris la route de la Macédoine et de la Serbie, où il a déposé une demande d'asile. Puis il s'est rendu en Croatie, où il a transité par le centre d'asile d'Opatovac le 8 octobre. Le nom du troisième suspect des attentats a été dévoilé par le quotidien français Le Figaro. Selon le journal, le passeport syrien retrouvé par la police française près du corps d'un des auteurs des attaques au Stade de France appartenait à un migrant enregistré lors de son arrivée sur une île grecque en octobre. Le procureur de Paris a confirmé qu'il s'agissait du passeport d'un Syrien né en 1990 et inconnu des services de renseignement français. Mais les enquêteurs français n'ont pas déterminé à ce stade si ce passeport était bien celui de l'assaillant. Selon la chaîne M6, le nom figurant sur le passeport serait Abdoulakbak B. Par ailleurs, une voiture Seat noire utilisée au cours des fusillades vendredi soir a été retrouvée à Montreuil, une commune limitrophe de Paris, selon des sources policières. Plusieurs fusils d'assaut kalachnikov, du même type que ceux utilisés dans les fusillades à Paris vendredi soir, ont été découverts dans cette voiture.

La France demande à l'Algérie de renforcer la sécurité autour des sites français

Dans un message publié hier sur le site Internet de l'ambassade de France en Algérie, Bernard Emié, ambassadeur de France à

Alger, a demandé officiellement aux autorités algériennes de «bien vouloir renforcer les dispositifs de sécurité auprès des principaux sites français en Algérie». Le diplomate français a expliqué qu'il avait demandé aux autorités algériennes de nouvelles mesures de sécurité autour des sites français, notamment les écoles et les instituts. «Nous ne pouvons exclure que ceux qui ont commis l'irréparable hier à Paris et à Saint-Denis cherchent également à s'en prendre à nos compatriotes ou à des implantations symboliques hors de France», a souligné Bernard Emié. L'ambassadeur de France a fait savoir que les institutions françaises seront fermées durant le deuil de trois jours. En effet, le deuil national de trois jours décrété en France sera appliqué dans les différentes institutions françaises implantées en Algérie. «Les instituts français seront fer-

més dans l'ensemble du pays pendant les trois prochains jours et nos drapeaux seront mis en berne dans toutes les institutions françaises en Algérie. Une minute de silence sera observée, lundi à midi, partout en France, et j'invite tous ceux d'entre vous qui le pourront à s'y joindre», a-t-il indiqué. S'adressant aux ressortissants français résidant à l'étranger et qui souhaiteraient s'enquérir de l'état de santé de leurs proches, un numéro de téléphone a été mis à leur disposition à savoir. «Un numéro de téléphone accessible depuis l'étranger (00 33 1 45 50 34 60) a été activé par la cellule interministérielle d'aide aux victimes pour permettre aux ressortissants français à l'étranger et aux familles inquiètes pour leurs proches en voyage à Paris d'avoir des informations», a-t-il dévoilé.

Meriem Benchaouia/



Le débat en plénière du PLF 2016 renvoyé au 22 novembre

Désaccord sur plusieurs articles à la Commission des finances

■ Prévû initialement du 16 au 18 novembre, le débat en plénière sur le projet de loi de finances 2016 aura lieu du 22 au 24 novembre. Il sera voté le 30 du même mois par l'Assemblée populaire nationale en raison du désaccord qui règne au niveau de la commission des finances de l'APN sur quelques articles qu'elle n'arrive pas à trancher, selon des sources parlementaires.

Par Nacera Chennafi

La commission des finances et du budget au niveau de la chambre basse du Parlement a repris, hier, l'examen des articles du projet de loi de finances 2016, après avoir auditionné plusieurs ministres et experts. La commission devrait finaliser son rapport dans les heures qui viennent pour permettre au bureau de l'Assemblée populaire nationale de se réunir et programmer la plénière relative à la présentation et au débat autour du PLF 2016. Dans ce cadre, on apprend que la commission des finances devrait proposer plusieurs amendements, sachant qu'une grande partie de ses membres, dont ceux du Front de libération nationale (APN), se sont prononcés contre certains articles, notamment ceux relatifs à de nouvelles taxes et augmentations du carburant et de l'électricité. La commission des finances et du budget veut se donner le temps qu'il faut pour étudier ce texte, sachant que certains articles font déjà polémique que ce soit au niveau de l'opposition présente à l'APN avec les députés de l'Alliance verte, le FFS et le parti du pouvoir. Même au niveau des partis du pouvoir, certains députés membres de la commission des finances de l'APN disent non aux différentes propositions d'augmentations, alors que les députés du RND ont reçu des instructions du secrétaire général par intérim, Ahmed Ouyahia, pour défendre le PLF 2016. Les députés auront trois jours pour débattre le texte en question, une durée jugée insuffisante, et il n'est pas écarté que les séances de débat soient prolongées dans l'après-midi. La



question du droit de préemption inquiète aussi quelques députés, surtout après la polémique créée par le groupe des 19 qui a parlé d'abandon de ce droit alors que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a affirmé lors de sa récente visite dans la wilaya de Blida son maintien. L'article 54 du PLF 2016 permettrait «aux investisseurs étrangers de sortir, via la Bourse, lors de la cession de leur participation dans les entreprises algériennes, sans la présentation d'une attestation de renonciation à l'exercice du droit de préemption». Cependant, cet article aurait été retiré. Le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, avait essayé de rassurer les Algériens sur les nouveaux prix à la pompe, et notamment sur les augmentations prévues par le projet de loi de finances 2016 (PLF) concernant les carburants et l'électricité. Lors de son intervention au forum de la Radio nationale, le 3 novembre

dernier, le ministre avait indiqué que «l'augmentation de certains impôts prévus par le projet de loi de finances 2016 ne toucheront pas les couches défavorisées», ajoutant que ces nouvelles mesures fiscales visaient à rationaliser la consommation des produits subventionnés dont le budget grève les finances publiques. Le PLF 2016 propose de relever le taux de la TVA de 7% actuellement à 17% sur le gasoil, sur le gaz naturel lorsque la consommation dépasse 2 500 thermie/trimestre et sur l'électricité lorsque la consommation dépasse les 250 kilowatt-heure/trimestre. Avec ces augmentations, les prix des carburants vont passer à 19 DA/litre pour le gasoil et à 25 DA/litre pour l'essence super. Selon Benkhalfa, l'Etat continuera à subventionner les prix de ces produits tant que la consommation est «raisonnable», mais dès que celle-ci dépasse un certain

niveau, le citoyen doit payer ces nouvelles taxes. Mais en dépit «de cette augmentation, le prix de vente de ces produits (gasoil, électricité et gaz) ne couvrira toujours pas son prix de revient», a-t-il souligné, ajoutant que ces nouvelles dispositions fiscales visent aussi à réduire les flux de contrebande aux frontières qui ciblent en particulier les carburants. Ces déclarations ont provoqué la colère au niveau de l'APN, car le ministre devait attendre la présentation du texte au Parlement et son vote avant d'affirmer qu'il y aura des augmentations. L'incident a été clos après le déplacement de Benkhalfa à l'APN pour lever toute mauvaise interprétation de ses propos. Maintenant, il faut attendre le rapport de la commission de l'APN, les propositions des députés puis le vote pour savoir ce qui sera retenu ou retiré du PLF 2016. N. Ch.

—Réception prochaine de 1 000 projets touristiques sur le territoire national—

Ghoul satisfait de sa visite à Alger

«1 000 projets touristiques en cours de réalisation vont être réceptionnés en 2016-2017», a souligné, hier, le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul, lors de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya d'Alger. Le ministre du Tourisme, en présence du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a assisté à une exposition de la réalisation d'un hôtel et une clinique d'oncologie à Bouzaréah. Les deux ministres ont procédé, chacun de son côté, à la pose de la première pierre. M. Boudiaf a souli-

gné, à ce propos, que «c'est la première fois qu'il y a une coopération entre les deux secteurs. Ce projet aura le soutien des ministères de la Santé et du Tourisme». M. Ghoul a été agréablement surpris par la qualité du service et de l'architecture de l'hôtel El Aziz qui compte 134 chambres. Le ministre a déclaré aux responsables de cet hôtel : «Je suis vraiment fier des responsables de cet hôtel et du travail accompli». En ce qui concerne les 1 000 projets touristiques privés en cours de réalisation, le ministre a souligné qu'ils seront réceptionnés durant l'année 2016 et 2017. «Ces projets privés ont

coûté la somme de 5 000 milliards de dinars», a déclaré le ministre du Tourisme, ajoutant que 2 500 projets touristiques vont être lancés prochainement. Et pour redynamiser le secteur du tourisme, le ministre a souligné qu'«on a fait le diagnostic du secteur, et nous avons engagé un plan de développement national, de mise à niveau et de modernisation du secteur. Nous avons aussi pris en considération toutes les erreurs vécues les pays riverains ou lointains dans le domaine du tourisme, mais nous avons aussi pris tout le savoir-faire des autres pour les exploiter en Algérie».

Questionné sur les dommages que peut répercuter la crise sur le secteur du tourisme, le ministre a affirmé que «la crise financière n'a aucun impact sur le secteur du tourisme, au contraire». Il a ensuite procédé à l'inauguration de plusieurs hôtels notamment Saray, un projet inscrit dans le cadre du programme du ministère du Tourisme et de l'Artisanat dont la construction a duré deux ans et dont la capacité d'hébergement est de 46 lits. Amar Ghoul a aussi inauguré l'hôtel El Day à Bir Mourad Rais.

Thinhinene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Quels lendemains pour le Vendredi 13 ?

suite de la page Une

Il y a des chances, bien sûr, pour que les sondages relèvent un effet «13 novembre» avant l'échéance elle-même. Les instituts de sondage pourraient bien avoir déjà commencé à sonder les Français sous cet angle. Il reste que la prudence commande de ne pas anticiper une évolution favorable à l'extrême droite, qui au bout du compte pourrait ne pas se produire. De même que les faits de nature, les événements dans un pays, y compris les plus dramatiques, ne parlent pas d'eux-mêmes. En clair, les attentats de Paris sont susceptibles d'amplifier la progression du Front national, mais, à ce stade, également de la renverser. Car tout dans une société n'est pas tributaire du niveau politique. Il existe des revirements, des réorientations dans une opinion, qui commencent par échapper aussi bien à la classe politique qu'à la veille des instituts de sondage. Au plan externe, non plus, l'impact des attentats n'est pas évident. Sans doute a-t-il renforcé momentanément ceux des participants aux négociations de Vienne qui depuis le début soutiennent que dans la crise syrienne la priorité doit être donnée à la lutte contre Daech, non au renversement du régime de Bachar Al Assad. La France n'a permis que récemment à son aviation d'intervenir en Syrie, au motif que c'est ainsi seulement qu'elle peut faire avorter des attaques planifiées contre elle depuis ce pays, ou que si elles sont commises de sévir du moins contre leurs commanditaires. En Occident, elle est avec la Grande-Bretagne le pays qui montrait le plus de répugnance à rien faire qui puisse profiter au régime syrien. Conséquence : elle a été le pays européen le plus meurtri par Daech. Il serait pour le moins étonnant qu'elle continue de voir dans le régime syrien un ennemi non moins principal, sinon davantage, que Daech. Sa politique syrienne pourrait bien être le premier domaine à se ressentir des effets du Vendredi 13. Elle ne ferait d'ailleurs dans ce cas que s'aligner sur l'Allemagne, qui depuis quelque temps déjà voit le conflit syrien d'une façon plus proche de celle de la Russie que de celle des Etats-Unis. Encore que ceux-ci se soient eux-mêmes déjà beaucoup rapprochés des positions russes. C'est la France qui a le plus fermement et le plus longtemps campé sur une position d'intransigeance vis-à-vis du régime syrien, qui tout de même est en guerre contre Daech, mais c'est elle qui a été le plus durement frappée par ce dernier.

M. H.

Aujourd'hui et demain à Alger 3^e édition du marketing hôtelier

La 3^e édition du marketing hôtelier se tiendra aujourd'hui et demain à Alger avec la participation d'experts nationaux et internationaux, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. L'objectif de cette conférence est de contribuer à une «meilleure réflexion» sur le modèle économique qui permettra à l'industrie hôtelière de s'adapter aux nouveaux environnements, a-t-on indiqué. Il s'agit aussi de réunir les professionnels de cette filière autour des concepts hôteliers, de la distribution, de la commercialisation, du volet relatif aux nouvelles technologies et de la partie marketing en ligne, ainsi que des outils de gestion tarifaire. La participation d'experts nationaux et internationaux permettra également d'élargir les débats autour des questions d'actualité en l'occurrence «les tendances d'industrie et les meilleures pratiques en communication marketing» et «l'impact du marketing hôtelier sur la qualité des services». Les stratégies de fidélisation des clients et les progrès technologiques dans l'industrie touristique, figurent aussi parmi les thèmes inscrits à l'ordre du jour des travaux de cette troisième édition.

R. F.

Le 26 novembre 2015 à l'Hôtel El Aurassi Premier Forum national de l'innovation et des perspectives économiques

SOUS le haut parrainage des ministres de l'Industrie et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et dans la perspective d'une participation active à la dynamique d'une relance économique, IPS Communication organise «le premier Forum National de l'Innovation et des perspectives économiques» qui se déroulera le 26 novembre 2015 à l'Hôtel El Aurassi, Alger. Le forum qui s'inscrit dans une dynamique de développement économique à travers la valorisation du potentiel humain et les activités créatrices de richesses, devra sensibiliser les différents acteurs de la scène socio-économique sur l'importance de l'innovation pour le développement de l'économie nationale ; innovation en tant que facteur de compétitivité.

R. N.

Flambée au marché

L'ascension des prix de l'or se poursuit

■ *Le métal précieux est de plus en plus cher. Des prix qui ont augmenté de plusieurs centaines de dinars en à peine trois mois pour le gramme depuis l'été dernier. Dans le marché informel ou chez les bijoutiers, malgré la hausse du prix du métal jaune devenu inabordable, les clients continuent toujours d'affluer.*

Par Mohamed Mabkhout

Malgré la fin de la saison d'été, connue par la hausse systématique du prix de l'or au vu du nombre d'acheteurs, voilà avec l'approche de l'hiver que le métal précieux continue son ascension. Une augmentation des prix qui continue dans le marché algérien, loin d'être à la portée des clients. «Le prix du gramme d'or s'achète à 3 500 dinars et se vend à 7 000», nous renseigne un bijoutier de la capitale. Dans le marché informel, l'or a également grimpé de plusieurs centaines de dinars, affichant ainsi un prix d'achat de parfois 4 000 dinars, et celui de la vente de 6 500 dinars minimum.

Les explications sur la montée des prix diffèrent d'un marchand de rue à un bijoutier. Certains la relient aux cours internationaux, d'autres à la dépréciation du dinar algérien face aux devises étrangères. Selon le site électronique spécialisé des cours officiels du métal précieux www.goldpricedata.com, ce dernier a affiché les cours suivants : le prix des 24 carats à 3 766,51 dinars algériens, les 21 carats 2 295,03 alors que les 18 carats 2 823,97 et au final 2 197,72 les 14 carats. Des prix qui sont loin d'être les mêmes sur les façades des vitrines ou chez les détenteurs d'or informel.

«Delala», la bijouterie informelle

Lorsqu'il s'agit d'or dans le langage algérien, le premier réflexe se dirige vers les vendeuses d'or ou «delala». Leur quartier est situé en plein centre d'Alger, non loin des institutions de l'Etat. Des rues populaires ont été transformées en bijouterie à ciel ouvert au vu et au su de tous. Un fait qui s'est aggravé depuis plusieurs années.



Ici, les delalates (les vendeuses d'or) pratiquent l'activité commerciale dans les rues, à l'entrée des immeubles. Elles sont reconnaissables par les bijoux et les chaînes en or qu'elles ont dans les mains ou autour du cou. Il y a une affluente remarquée durant toute l'année, mais l'été c'est principalement le grand rush. Dans ces conditions, une chose est sûre, les clients ouvrent leurs portefeuilles à tous les risques.

Acheteurs à vos risques et périls

Nous nous sommes approchés de ce haut lieu d'activité commerciale où se pratique la vente illégale du métal précieux et sans aucun bon de garantie.

Ici, l'escroquerie et l'arnaque s'appliquent de façon spontanée. À l'entrée de ce marché informel, un jeune homme nous a prévenu, répétant l'expression : «Faites attention à votre marchandise». Durant cette mésaventure, nous nous sommes rapprochés d'une vendeuse, Nacéra, assise à l'entrée d'un immeuble. Le but était d'évaluer le prix d'une chaîne en or au poids de 4.1 grammes. «Les prix sont fonction de la qualité de votre marchandise», nous a-t-elle déclaré. La concurrence entre commerçants est rude est parfois violente, sachant que les frontières sont dessinées à l'intérieur du marché et à ne pas dépasser. Une fois qu'un client traite avec un vendeur, il est interdit à ce qu'un autre mar-

chand vienne les déranger. D'ailleurs pendant cette courte visite, cette même vendeuse a failli entrer en conflit avec un jeune qui s'est intéressé à notre offre. Au moment de quitter les lieux, nous avons été importunés par le jeune vendeur qui voulait à tout prix qu'on lui vende notre marchandise. Sur un ton parfois menaçant, il nous a suivi des dizaines de mètres pour redémarrer le négoce. Tout semble suivre le même mode de l'informel en Algérie, habillement, accessoires de cuisine et autres... ainsi que le métal précieux. Il reste à savoir quelle est la quantité d'or qui se distribue dans le commerce souterrain pour se revendre dans ces coins de la capitale.

M. M.

Sénatoriales à Tizi Ouzou

Les candidats FFS, FLN et RCD connus

Les élus des Assemblées locales du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) à Tizi Ouzou ont élu, avant-hier, à l'issue des primaires, leur candidat pour les sénatoriales prévues en décembre prochain. Il s'agit de Hamid Ait Saïd, président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Iferhounene, qui a remporté les élections primaires tenues en deux tours avec la participation de 7 candidats. L'heureux candidat au poste de sénateur du RCD a battu son concurrent Malik Hessa, élu à l'Assemblée Populaire de Wilaya (APW), par 122 voix contre 86. Le second tour a été marqué par la défection de 150 élus qui n'ont

pas glissé leurs bulletins dans l'urne pour départager les deux «finalistes». Il est utile de rappeler que deux autres partis, à savoir, le Front de libération nationale (FLN) et le Front des forces socialistes (FFS) ont dévoilé les noms de leurs candidats à ces sénatoriales, respectivement, Malik Idjekouane (vice-président de l'APC de Mechtras) et Hocine Haroune (président de l'APW de Tizi Ouzou). Le RCD reste le parti qui compte le plus d'élus locaux avec 310, suivi du FFS (275) et du FLN (169) parmi les 1 145 élus des APC et de l'APW de Tizi Ouzou. Néanmoins, des défections et de probables alliances pourraient peser plus que la donnée statistique durant cette élection.



Agriculture

Hausse de la production céréalière

■ Le bilan définitif de la production céréalière s'est établi à 37,7 millions de quintaux pour la campagne 2014-2015, en hausse de 10% par rapport à la saison précédente, selon le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Par Souad L.

Lors de la campagne 2013-2014, la récolte céréalière avait été de 34,54 millions de qx contre 49,1 millions de qx lors de la saison d'après. Fortement dépendante de la pluviométrie, la culture céréalière continue de souffrir de la sécheresse depuis ces cinq dernières années ainsi que de manque d'équipements adéquats. Durant la campagne 2014-2015, c'est la région de l'est du pays, où se trouvent des zones céréalières potentielles, qui a pâti du stress hydrique durant la période allant de mars à avril, explique le directeur de l'OAIC, Mohamed Belabdi. Le rendement à l'hectare est resté inchangé par rapport à la campagne précédente, soit 14 qx/ha : «Une moyenne nationale reflétant les faibles rendements enregistrés dans les zones pauvres totalement dépendantes des pluies où, également, les producteurs ne font pas suffisamment d'efforts en matière de fertilisation, de désherbage et d'irrigation», souligne le même responsable. Néanmoins, relève-t-



Ph.D.R.

il, certains céréaliculteurs obtiennent des rendements appréciables allant jusqu'à 65 qx/ha, notamment pour les terres équi-

pées de systèmes d'irrigation d'appoint. Par espèce de céréales, le rendement à l'hectare a reculé de 6% pour le blé dur

et s'est stabilisé pour le blé tendre (13 qx/ha), mais a augmenté de 8% pour l'orge et de 11% pour l'avoine. Concernant la

collecte, les quantités livrées aux coopératives des céréales et légumes secs (CCLS, affiliées à l'OAIC) ont augmenté de 2% seulement lors de la campagne 2014-2015 par rapport à la précédente avec 16,05 millions de qx. Les producteurs ont livré uniquement le blé dur, et ce, du fait que son prix de cession aux CCLS est plus rémunérateur (4 500 DA/q) par rapport à celui des autres céréales comme l'orge (2 500 DA/q). Cela s'explique aussi par le fait que la production d'orge est destinée essentiellement à l'autoconsommation sous forme d'aliment de bétail ou de fabrication de produits de base. Mais la grande fragilité de la céréaliculture «reste le problème de disponibilité de l'eau», affirme le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Sid Ahmed Ferroukhi. C'est ainsi que le gouvernement prévoit de mettre un million d'hectares (ha) de terres agricoles sous irrigation d'ici à 2019 dont 600 000 ha dans la filière céréales laquelle ne dépasse pas, actuellement, les 240 000 ha. «Nous sommes en train de travailler avec le ministère des Ressources en eau pour mettre en œuvre ce programme», fait savoir M. Ferroukhi qui compte aussi sur les ministères pour participer à la réalisation de ce projet. Sur une superficie totale emblavée de 3,3 millions ha, 1,2 million ha sont des terres potentielles constituant des pôles céréaliers. S. L.

Transactions commerciales sans factures

47 milliards de DA décelés sur 9 mois

Les services de contrôle du ministère du Commerce ont décelé des transactions commerciales sans factures d'un montant de 47,52 milliards DA (mds DA) durant les neuf premiers mois de l'année 2015, selon le ministère. Entre janvier et septembre derniers, plus d'un million d'interventions menées par les services de contrôle ont permis de constater 179 614 infractions portant notamment sur la transparence et la loyauté des pratiques commerciales ainsi que sur les règles relatives à la conformité et à la sécurité des produits et services. Ces opérations de contrôle ont également conduit à l'établissement de 166 403 procès-verbaux à l'encontre des contrevenants, à la proposition de fermeture de 12 150 locaux commerciaux et à la saisie de marchandises pour une valeur de 5,13 milliards DA, précise le bilan du

contrôle économique et de la répression des fraudes. Pour ce qui concerne le contrôle aux frontières, il a été bloqué près de 40 000 tonnes de produits d'un montant de 7,7 milliards DA dans le cadre du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes. A rappeler que les services du ministère du Commerce avaient décelé, entre 2010 et 2014, des transactions commerciales non facturées pour une valeur de 206,5 milliards DA, soit une moyenne annuelle de 51,6 milliards DA. Ce phénomène affecte plusieurs branches d'activités notamment celles des services, de l'industrie de transformation, de l'agriculture, du commerce extérieur et de la distribution, avait indiqué le ministère. Par conséquent, le ministère a proposé le renforcement des actions de contrôle pour une prise en charge beaucoup plus efficace des

aspects liés au défaut de publicité des prix, à l'exercice d'activités commerciales sédentaires sans détention de local et au défaut de facturation et à l'hygiène. «La faible diversité des infractions relevées par les agents, au regard de celles prévues par les lois régissant la sphère commerciale, dénote d'un besoin imminent en matière de formation», avait relevé récemment un rapport de ce département ministériel. Il avait alors proposé la mise en place des programmes spécifiques axés sur les techniques d'investigation, la recherche et la qualification des infractions, notamment pour ce qui a trait aux pratiques commerciales et pratiques anti-concurrentielles. Selon le document, le contrôle aux frontières, comme prévu dans le programme d'action, doit faire l'objet d'une «réforme approfondie». Ali O./APS

Corée du Sud
Baisse des exportations de produits TIC

LES EXPORTATIONS de produits des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont diminué en octobre dernier, en raison de la demande faible à travers le monde, selon des données du ministère sud-coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie. Les expéditions à l'étranger de produits TIC ont totalisé 16,04 milliards de dollars le mois dernier, en baisse de 1,6% par rapport aux 16,29 milliards de dollars enregistrés l'année dernière, selon les données compilées par le ministère. De leur côté, les importations ont bondi de 10,4% en glissement annuel à 8,77 milliards de dollars le mois dernier et le pays a affiché un excédent de 7,27 milliards de dollars dans ce secteur. La diminution des exportations de produits TIC est attribuée à la forte baisse des expéditions de semi-conducteurs et écrans d'affichage qui ont dégringolé de 7,5% et 11,7%, respectivement, par rapport au mois d'octobre 2014, précise-t-on. R.E.

Devises

L'euro sous pression, la croissance déçoit en zone euro

L'annonce d'une croissance économique moins forte que prévu dans la zone euro au 3^e trimestre et la quasi-certitude d'une hausse des taux directeurs de la Fed en décembre, ont pesé en fin de semaine sur l'euro. La monnaie européenne a fini en recul de 0,7% à 1,0729 \$, signant un recul de 0,1% sur la semaine, et une chute de 6,5% depuis un mois. Samedi, l'euro a été affaibli par la publication d'une hausse de 0,3% du PIB de la zone euro, en ralentissement par rapport au 2^e trimestre (+0,4%) et légèrement inférieure aux attentes des économistes (+0,4%). Si les croissances de la France (+0,3%

après une stagnation au T2) et de l'Allemagne (+0,3% après +0,4% au T2) ont été conformes aux attentes, celles de l'Italie (+0,2%), des Pays-Bas (+0,1%), du Portugal (0%) et de la Finlande (-0,6%) ont fait moins bien que prévu.

Rendez-vous avec la BCE le 3 décembre et avec la Fed le 16 décembre

Cette faible croissance renforce l'hypothèse de nouvelles actions d'assouplissement monétaire de la part de la BCE, lors de sa réunion du 3 décembre. Les analystes s'attendent

notamment à ce que la BCE ramène son taux de dépôt, actuellement fixé à -0,2%, en terrain encore plus négatif, afin d'encourager les banques à faire crédit plutôt qu'à stocker des liquidités, à perte, dans les coffres de la banque centrale. La BCE va aussi examiner un possible renforcement de son programme de rachat d'actifs, qui pourrait intervenir si l'inflation (qui a stagné en octobre) et la croissance continuent de flancher dans la zone euro. A l'inverse, aux Etats-Unis, la Fed semble se préparer sérieusement à relever ses taux directeurs lors de sa prochaine réunion, les 15 et 16

décembre prochain, si l'on en croit les dernières remarques des membres du conseil de la Fed. L'amélioration de l'économie américaine, notamment du marché de l'emploi, devrait inciter les banquiers centraux à agir, estime désormais la grande majorité des économistes. Cette divergence entre les politiques monétaires des deux banques centrales devrait continuer, à court terme, à affaiblir l'euro et à renforcer le dollar, qui bénéficie de meilleures perspectives de rémunération pour les investisseurs.

Ahmed L./Agences

Plusieurs projets d'étude initiés à Médéa

Extension de la superficie irriguée

■ L'objectif de ces projets est de porter la superficie irriguée à 19 mille hectares, à l'horizon 2019, celle-ci n'ayant pas connu d'évolution significative au cours des cinq dernières années, en raison notamment de la vétusté du réseau local d'irrigation et la capacité limitée de l'infrastructure hydro-agricole de la wilaya, due essentiellement à l'envasement de nombreuses retenues collinaires.

Par Salim L.

Plusieurs projets d'étude hydro-agricoles, destinés à l'extension des superficies irriguées, sont en cours d'exécution et d'autres en voie de lancement à travers différents plans d'eau de la wilaya de Médéa, a-t-on appris des responsables de la direction locale de l'Hydraulique. Initiés à l'effet d'augmenter les capacités de stockage de l'infrastructure hydro-agricole de la wilaya, ces projets d'étude devraient permettre, une fois concrétisés, de doubler la superficie irriguée au niveau de la wilaya qui représente actuellement 3,6% de la superficie agricole utile, soit 13 000 hectares, sur un total de 338 000 hectares, a-t-on indiqué. L'objectif de ces projets est de porter la superficie irriguée à 19 mille hectares, à l'horizon 2019, a déclaré la même source, précisant que celle-ci n'a pas connu d'évolution significative, au cours des cinq dernières années, en raison notamment de la vétusté du réseau local d'irrigation et la capacité limitée de l'infrastructure hydro-agricole de la wilaya, due essentiellement à l'envasement de nombreuses retenues collinaires.



PH. > D. R.

La superficie irriguée au niveau de la wilaya de Médéa était estimée, en 2011, à 8 306 hectares, avant de passer à 12 144 hectares, en 2013, pour atteindre les 13 024 hectares, durant l'exercice 2015, a-t-on fait savoir. Parmi les projets d'étude lancés dans cette perspective, l'étude de surélévation de cinq retenues collinaires, disséminées à travers la wilaya, dont le taux d'avancement avoisine 15%, le projet de réhabilitation et d'extension du périmètre hydro-agricole de «Ladrat», dans la commune de Sidi-Naamane, irri-

gué à partir du barrage du même nom, ainsi que l'extension du nouveau périmètre agricole de Beni-Slimane, en cours d'aménagement, pour le porter au double de la surface initiale, estimée à 1 200 hectares, a-t-on ajouté.

S'agissant du périmètre hydro-agricole, actuellement le plus important de la région, d'une superficie de 200 hectares, le projet d'étude, qui enregistre un taux d'avancement de 50%, devrait permettre de porter cette superficie à 680 hectares, a noté la même source, en faisant

observer qu'un tiers seulement des trois millions de m³ d'eau provenant de ce barrage, d'une capacité de 10 millions de m³, est exploité pour l'irrigation de ce périmètre. Concernant le nouveau périmètre agricole de Beni-Slimane, qui sera irrigué à partir du même barrage, en chantier, les autorités locales ont préconisé l'extension du périmètre initial, de façon à optimiser la capacité de stockage de cette infrastructure hydraulique, qui pourra mobiliser jusqu'à 30 millions de m³, a-t-on signalé.

S. L./APS

Laghouat

Le projet de voie ferrée Djelfa-Laghouat à près du tiers de sa réalisation

Le projet de voie ferroviaire devant relier les wilayas de Djelfa et Laghouat est actuellement à près du tiers de sa réalisation, a-t-on appris, hier, auprès de la direction des transports de Laghouat.

Le projet, d'un linéaire de 108 kilomètres et ayant atteint un taux d'avancement de 30%, avait été lancé au premier trimestre de 2014, après identification des sites et des structures d'accompagnement, et devra être livré au début de 2017, a-t-on signalé. Ce projet ferroviaire, qui prévoit la construction de deux gares, de voyageurs et de marchan-

dises, ainsi que des ouvrages d'art et des dalots, a enregistré un «léger retard» dans son exécution en raison de réajustements d'urgence apparus sur son tracé, notamment entre les points kilométriques PK 82 et 112, a-t-on précisé. Cette liaison, confiée à l'entreprise Cosider, entre dans le cadre d'un mégaprojet de 800 km de voies ferrées au départ de Boumedfaâ (Ain-Defla), vers Biskra, via les wilayas de Médéa, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, Ouargla (Hassi-Messaoud et Touggourt), selon la même source.

Il est attendu de la nouvelle desserte Djelfa-Laghouat l'impulsion de la dynamique économique dans la région mais aussi le développement et la diversification des moyens de transport pour le citoyen. Les études techniques se poursuivent, par ailleurs, pour ce qui concerne la réalisation de la tranche Laghouat-Ghardaïa, alors que le projet de voie ferrée entre les wilayas de Djelfa et El-Bayadh, via la ville d'Aflou (Laghouat), est au stade des études préliminaires, a-t-on encore fait savoir à la direction des transports.

Hani A.

Mila

Une opération de «lifting» tous azimuts lancée

Une vaste opération de «lifting» de la ville de Mila vient d'être lancée pour l'amélioration du cadre de vie de ces habitants, a-t-on constaté. Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le comité technique de mise à niveau de cette agglomération installé récemment par les autorités locales, a indiqué le chef de daïra, Noureddine Boussam, au

cours d'une conférence de presse. L'objectif recherché est de «débarrasser Mila de certains «clichés» dégradants qui l'ont défigurée ces dernières années», a souligné ce responsable, ajoutant que cette «grande» opération porte essentiellement, entre autres actions, sur le réaménagement du boulevard de l'ALN, depuis l'agence de la Banque d'Algérie jusqu'au carrefour du

Musée du moudjahid, en plus de la pose d'un nouvel éclairage public, la mise à niveau des trottoirs et la révision du plan de circulation au centre-ville. Le chef de daïra, rappelant que la ville de Mila a été restructurée en 11 secteurs urbains pour une meilleure prise en charge des préoccupations de la population, a également fait part d'un projet de réalisation d'un parking à étages

d'une capacité de 200 véhicules pour mettre fin au «phénomène des parkings sauvages et des stationnements anarchiques». Une «meilleure prise en charge» de la ville sur les plans des espaces verts et du ramassage des déchets a été prévue dans le cadre de cette vaste opération de lifting de la ville de Mila, a conclu le même responsable.

N.O./Agences

El Oued Plus de 900 postes ouverts dans le secteur de l'Éducation

UN TOTAL de 908 nouveaux postes budgétaires ont été ouverts cette année dans le secteur de l'Éducation à El-Oued, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale de l'Éducation. Les services concernés de ladite direction s'emploient, actuellement, à orienter les lauréats des concours vers leurs postes dans les différents corps communs ou comme agents professionnels relevant du secteur, a-t-on précisé. Ces postes d'emploi concernent notamment les services administratifs, les conseillers d'orientation scolaire et professionnelle, les attachés au laboratoire, les archivistes assistants, les économistes et économistes assistants, en plus des agents professionnels, selon la même source. Ce nouveau recrutement, réparti sur les trois paliers de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire), contribuera à combler le déficit enregistré, ces dernières années, à travers les structures pédagogiques, en matière d'encadrement administratif et professionnel, signalé-t-on de même source. La wilaya de El-Oued compte 588 établissements éducatifs, dont 403 écoles primaires, 127 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 58 lycées.

F.A.

M'sila Encourager la consommation du miel en faisant découvrir les innombrables variétés

L'ORGANISATION du Salon du miel vise à encourager la consommation en faisant découvrir au public ses innombrables variétés «pas toujours aussi chères qu'on ne le croit», ont affirmé des participants à cette manifestation ouverte il y a 2 jours à Sidi-Aïssa (M'sila). L'attrait du miel présenté comme «pur», cédé actuellement à 8 000 dinars/kg, «tend à faire oublier qu'il existe des miels dotés de vertus thérapeutiques certaines et qui restent à la portée de toutes les bourses», a soutenu Amar B., exposant local. La manifestation vise à permettre aux citoyens de connaître et d'apprécier le miel, mais aussi les nombreux produits qui en sont dérivés et qui ont, selon cet apiculteur, d'«incommensurables bienfaits pour la santé». Ce rendez-vous a également permis de débattre des obstacles qui entravent la filière apicole et qui sont, selon des producteurs, à l'origine d'une baisse de la production nationale qui n'a atteint en 2013 que 15 000 tonnes contre 16 000 tonnes en 2012.

R.R.



40° EUCOCO

La communauté internationale «doit faire pression» sur l'Espagne et le Maroc

■ Les participants à la 40^e édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) ont appelé, à Madrid, la communauté internationale à faire plus de pression sur l'occupant marocain et le gouvernement espagnol pour mettre fin à cette occupation illégale des territoires sahraouis.

Par Souhila K.

Dans leur déclaration finale à l'issue des travaux de la conférence, tenue sous le slogan «La décolonisation au Sahara occidental, garant de la paix et de la stabilité dans la région», les participants, venus des quatre coins du monde, ont lancé un appel pressant aux instances et organisations internationales ainsi qu'à l'ensemble de la communauté internationale à «appuyer et soutenir activement le peuple sahraoui dans sa lutte pour son indépendance». Ils ont également dénoncé «les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés», accusant «les gouvernements espagnol et français de complicité».

Ils ont réaffirmé, dans leur déclaration, «leur attachement au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», soulignant que c'est «la seule solution» pour ce conflit dont «le Maroc et l'Espagne assument entièrement la responsabilité de ses conséquences sur la stabilité de la région». Dans le même sens, les participants ont dénoncé «les entraves marocaines» aux résolutions internationales, qualifiant la dernière visite du roi Mohammed IV dans les territoires sahraouis occupés de «provocation irresponsable», indiquant que ce défi à la com-



Ph. : D.R.

munauté internationale et ce déni du droit international «doivent être sanctionnés par l'ensemble de la communauté internationale».

Les participants à cette conférence ont renouvelé, à cet effet, leur appui aux efforts des Nations unies pour la résolution de ce conflit et aux efforts de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Christopher Ross, lui rendant hommage pour «sa détermination à mener à terme sa mission».

Ils ont également salué cet élan de solidarité internationale exprimé lors de ces deux jours de travaux de la conférence, affirmant que le mouvement a acquis désormais «une dimension globale et mondiale, et pas

seulement européenne». La manifestation de samedi à Madrid, qui a rassemblé des milliers de personnes venues de tous les coins du monde et de toutes les régions d'Espagne soutenant les Sahraouis dans leur lutte, soulignent les participants, est un «signe encourageant pour la poursuite du combat de décolonisation».

L'élargissement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) à la surveillance et la protection des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, a été relevé par les organisateurs, appelant, à cet égard, à «la libération de tous les prisonniers sahraouis détenus

dans les prisons marocaines». En outre, les participants ont tenu à saluer l'Union africaine, en particulier l'Algérie, pour son soutien et appui pour la résolution de ce conflit et la décolonisation de la dernière colonie d'Afrique.

Ce soutien, précise-t-on dans la déclaration, «a été exprimé à l'occasion de tous les rendez-vous de l'organisation panafricaine et par les aides conséquentes au peuple sahraoui». Ils ont condamné les attentats qui ont secoué vendredi soir la capitale française, Paris, affirmant leur solidarité avec le peuple et «le rejet de tous les actes de terrorisme sous toutes les formes».

S.K.

Tunisie

John Kerry réaffirme le soutien des États-Unis à la démocratie tunisienne

«Les yeux du monde sont sur la Tunisie», a dit Le secrétaire d'État John Kerry, lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue Taïeb Baccouche. «Les États-Unis demeurent très impliqués dans le renforcement de l'économie tunisienne», a-t-il ajouté, soulignant que l'aide américaine avait atteint plus de 700 millions de dollars depuis la révolution de 2011. Ce deuxième dialogue stratégique, «après celui inaugural de 2014, a permis de discuter des perspectives de coopération aux niveaux sécuritaire, militaire et économique», a de son côté déclaré le chef de la diplomatie tunisienne. Car cette rencontre devait permettre, selon le département d'État, d'étudier une nouvelle garantie de prêt de 500 millions de dollars, à la demande de Tunis. Une somme qui correspond à la perte financière produite par le net coup d'arrêt porté au tourisme, après les deux attaques terroristes de Tunis et de Sousse. Une lettre d'intention a été signée en ce sens, a affirmé Taïeb Baccouche, précisant que son pays aspirait à l'approbation

d'un programme d'aide sur cinq ans. Au contraire d'autres pays de la région plongés dans le chaos, la Tunisie a réussi sa transition politique, et Washington y voit «une réponse à ceux qui prétendent que l'Islam n'est pas compatible avec la démocratie». Dès son arrivée à Tunis, John Kerry a ainsi rencontré les membres du quartette tunisien, récents lauréats du prix Nobel de la paix au titre du dialogue national, qui avait permis de sauver cette transition démocratique en 2013. Durant sa visite de quelques heures – il s'envolait ensuite à Vienne pour une conférence internationale sur la Syrie –, John Kerry s'est aussi entretenu avec le président tunisien, Béji Caïd Essebsi.

Des jihadistes décapitent un jeune berger

Des jihadistes armés ont décapité un jeune berger de 16 ans dans la province tunisienne de Sidi Bouzid (centre-ouest), a annoncé le ministère de l'Intérieur. «Un groupe terroriste a intercepté deux bergers au

Mont Meghila et coupé la tête de l'un d'entre eux avant de la remettre au second, âgé de 14 ans, pour qu'il la rapporte à sa famille», a déclaré à l'AFP Walid Louguini, responsable des médias au ministère, rapportant des déclarations de responsables locaux. Une source de sécurité a affirmé au correspondant de l'AFP à Sidi Bouzid que les deux bergers étaient des cousins. Ils se trouvaient dans la montagne lorsque «trois terroristes leur ont fait obstacle, l'un d'entre eux a tiré en l'air, le deuxième a égorgé le berger avec un couteau et le troisième a filmé l'attaque». Le délégué de Sidi Bouzid a confirmé ces faits à l'AFP. La Tunisie fait face depuis 2011 à une recrudescence des attaques extrémistes sur son territoire, la plupart revendiquées par des mouvements liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui ont coûté la vie à des dizaines de militaires, policiers et gendarmes. Le mois dernier, le corps sans vie d'un berger tunisien enlevé par des jihadistes avait été découvert dans la région de Kasserine (centre-ouest).

Amel F./APS

Libye

Le chef du groupe EI tué par une frappe américaine

LES ETATS-UNIS ont pour la première fois vendredi bombardé le groupe Etat islamique en Libye, éliminant dans une frappe aérienne l'Irakien Abou Nabil, présenté comme le chef du groupe extrémiste dans le pays. «La mort de Nabil va amoindrir les capacités de l'EI à atteindre ses objectifs en Libye», s'est félicité dans un communiqué Peter Cook, le porte-parole du Pentagone. Le porte-parole a précisé que la frappe avait été «autorisée et initiée avant l'attaque terroriste sur Paris». Revendiquée par le groupe Etat islamique, cette série d'attaques en six endroits de la capitale française a tué au moins 129 personnes et blessé 352 autres. Selon le porte-parole du Pentagone, Abou Nabil, alias Wissam Najm Abd Zayd al Zubaydi, a longtemps été «un militant d'Al Qaïda» et était «le plus haut responsable de l'EI en Libye». Il pourrait notamment être «le porte-parole s'exprimant dans une vidéo montrant l'exécution de chrétiens coptes», publiée par les jihadistes ultra-radicaux en février 2015, a-t-il dit. Sur une vidéo, des hommes portant des combinaisons oranges, semblables à celles d'autres otages exécutés ces derniers mois en Syrie, sont alignés sur une plage les mains menottées dans le dos, avant que leurs bourreaux ne les décapitent au couteau. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis l'an dernier, l'une basée à Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée dans l'est. En Libye, les attaques du groupe EI ont surtout touché la ville de Syrte (sud) mais les jihadistes ont pu être chassés de Derna, dans l'est. Dans ce pays, les exécutions et autres crimes «attribués à l'EI ou à d'autres organisations alliées dépassent très largement en nombre ceux perpétrés par d'autres organisations», avait souligné récemment la procureure du Tribunal pénal international (TPI) Fatou Bensouda devant le Conseil de sécurité de l'ONU. «Les terroristes associés à l'EI doivent savoir ceci : vos jours sont comptés et vous serez vaincus», avait déclaré vendredi matin le secrétaire d'Etat américain John Kerry, au lendemain d'une frappe américaine visant en Syrie «Jihadi John», le bourreau britannique du groupe Etat islamique. En juin dernier, les Etats-Unis avaient mené un autre bombardement aérien en Libye, qui visait le chef jihadiste Mokhtar Belmokhtar, lié à Al-Qaïda. La mort du chef jihadiste n'a jamais pu être confirmée avec certitude. Selon un responsable américain, l'attaque menée vendredi contre Abou Nabil a été menée par des avions F-15, comme celle contre Mokhtar Belmokhtar.

R.M.



Cisjordanie

Des Palestiniens arrêtés après le meurtre d'un père et de son fils israéliens

■ Des Palestiniens soupçonnés d'être impliqués dans le meurtre, vendredi, par balle, d'un rabbin et de son fils lors d'une embuscade au sud de Hébron, en Cisjordanie occupée, ont été arrêtés, a annoncé hier le Shin Beth.

Par Ali O.

Un suspect du meurtre du rabbin Yaakov Litman et de son fils Netanel a été arrêté avec d'autres suspects, a indiqué un communiqué commun du service de sécurité intérieure et de l'armée. L'arme et le véhicule utilisés par les auteurs de cette attaque anti-israélienne, la plus grave depuis près d'un mois, ont été retrouvés, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a pour sa part affirmé lors du conseil des ministres hebdomadaire que le principal suspect fait partie du Jihad Islamique, une organisation radicale, a indiqué son bureau.

L'attentat, qui a également fait deux blessés, a été commis près de la colonie israélienne d'Otniel à une dizaine de kilomètres de Hébron, devenu le principal centre de tension depuis le début de la vague de violence actuelle il y a un mois et demi. Lors des premiers interrogatoires, le principal suspect a avoué être lié à cet attentat, a ajouté le communiqué sans préciser son identité. «Il est temps que le monde se réveille et s'unisse pour vaincre le terrorisme. Il est temps que les autres pays condamnent le terrorisme qui nous vise de la même façon

qu'ils condamnent le terrorisme lorsqu'il sévit ailleurs dans le monde», a ajouté M. Netanyahu. «Nous ne sommes pas coupables du terrorisme qui sévit contre nous de la même façon que les Français ne sont coupables du terrorisme qui sévit contre eux», a ajouté le Premier ministre en faisant allusion aux attaques sanglantes vendredi à Paris qui ont fait 129 morts.

Les attentats anti-israéliens, à l'arme blanche dans leur écrasante majorité, les heurts entre jeunes Palestiniens et soldats et les agressions mutuelles entre Palestiniens et colons israéliens ont fait 81 morts côté palestinien – dont un Arabe israélien – et 12 côté israélien. Une grande majorité des Palestiniens tués l'ont été en tentant ou en menant des attaques. A propos de cette attaque, Benjamin Netanyahu a accusé samedi, sur la foi du témoignage de Noa Litman, l'épouse du rabbin, le conducteur d'une ambulance du



Croissant-Rouge palestinien de s'être arrêtée près du lieu de l'attaque et d'avoir refusé de porter assistance aux blessés en conseillant à la famille de s'adresser au Magen David Adom, l'équivalent israélien de la Croix-Rouge. Le Premier ministre a annoncé qu'il allait transmettre

une ferme condamnation au Comité Internationale de la Croix-Rouge, qui est responsable du Croissant-Rouge, et demander des explications sur les raisons pour lesquelles des juifs blessés ont été abandonnés à leur sort en violation des toutes les normes humaines et civili-

sées. «Si les choses s'avèrent être comme elles me sont apparues, l'État d'Israël prendra des mesures appropriées contre le Croissant-Rouge palestinien», a prévenu le Premier ministre sans donner d'autres détails. Interrogé par l'AFP, un responsable du Croissant-Rouge palestinien, Azzam Nimar, a répondu que des militaires avaient empêché l'ambulance de s'approcher du lieu de l'attaque. «Les membres de l'équipe qui se trouvaient dans l'ambulance arrivée sur place se sont vu interdire le passage par les militaires qui les ont menacés en leur ordonnant de quitter les lieux», a précisé M. Nimar. «Notre mission est de porter secours à tous ceux qui en ont besoin sans tenir compte de la religion. Nous avons soigné à de nombreuses reprises des juifs», a-t-il ajouté, en déplorant que l'armée israélienne nous empêche souvent d'arriver sur les lieux d'une attaque. A. O.

Turquie

Un kamikaze de l'EI se fait exploser dans le sud-est, 4 policiers blessés

Un militant du groupe État islamique (EI) s'est fait exploser lors d'un raid de la police turque tard samedi dans la ville de Gaziantep (sud-est),

blessant quatre policiers dont un grièvement, ont rapporté les médias locaux.

Grande ville située à la frontière syrienne, Gaziantep est à quelque 300 km à l'est d'Antalya (sud, sur la Méditerranée), où s'ouvre hier le sommet du G20, rassemblant les dirigeants des pays les plus riches de la planète, qui doivent évoquer la lutte contre les jihadistes.

Lors de l'assaut donné par la police antiterroriste contre un appartement dans un immeuble de dix étages de la ville, soupçonné d'être une cache de jihadistes, un kamikaze s'est fait exploser à l'approche des policiers, a précisé l'agence de presse Dogan. La police avait visé les lieux dans le cadre de l'enquête criminelle sur le double attentat-

suicide survenu le 10 octobre dernier devant la gare d'Ankara qui avait tué 102 manifestants réunis pour une «marche de la paix», l'attentat le plus sanglant de l'histoire de la Turquie, ajoute l'agence.

Samedi, quatre militants du mouvement jihadiste qui se trouvaient dans une voiture ont été tués par l'armée turque lorsqu'ils se sont approchés d'un poste militaire frontalier avec la Syrie, près de Gaziantep.

L'incident de samedi soir survient au lendemain des attaques dans la capitale française (au moins 129 morts) qui ont été revendiquées par l'EI.

Par ailleurs la police a interpellé sept personnes soupçonnées d'appartenir à l'EI lors d'une descente tôt hier à Ankara, a

indiqué l'agence de presse gouvernementale Anatolie.

Les suspects placés en garde à vue devaient être déferés devant un tribunal de la capitale turque, selon l'agence.

Les autorités turques ont multiplié les coups de filet dans les milieux jihadistes depuis l'attentat-suicide d'Ankara.

L'attaque d'Ankara a eu lieu trois mois après un attentat-suicide similaire, imputé aussi à l'EI, le 20 juillet à Suruç, à la frontière syrienne, où 34 militants pro-kurdes avaient été tués.

Longtemps soupçonnée de complaisance avec les mouvements les plus radicaux qui combattent le régime de Damas, sa bête noire, la Turquie a après cet attentat frappé pour la première fois des cibles de l'EI en Syrie.

Turquie

Annulation d'un mégacontrat de missiles sol-air attribué à la Chine

La Turquie a annulé un mégacontrat d'un montant de 3 milliards d'euros remporté il y a deux ans par la Chine pour équiper son armée de missiles sol-air, a indiqué hier à l'AFP une source proche du gouvernement turc. Cette décision a été récemment prise par le gouvernement, a déclaré cette source. Ce contrat attribué en 2013, à la surprise générale, à la firme China Precision Machinery Export-Import Corporation (CPMIEC), avait suscité l'ire des États-Unis.

L'information survient alors que la Turquie accueille depuis samedi à Antalya (sud) les dirigeants des pays du G-20, les plus riches de la planète, dont le président chinois Xi Jinping.

La Turquie a décidé d'annuler le projet, à la traîne notamment

en raison de la réticence de la partie chinoise de partager une grande partie de sa technologie durant plusieurs mois de longues discussions, a rapporté la chaîne d'information CNN-Türk. Pour l'heure, Ankara projette de produire ses propres missiles avec le soutien d'un système d'armement mondialement reconnu, a affirmé la chaîne. Ankara ne devra donc pas lancer un nouvel appel d'offres, un processus qui risque encore de prendre de longs mois, a-t-on précisé de source informée.

En 2013, sa décision de retenir une entreprise d'État chinoise avait provoqué la levée de boucliers des alliés de la Turquie au sein de l'Otan. Tous ont regretté l'absence de compatibilité du matériel chinois avec leurs

propres systèmes et rappelé que CPMIEC faisait l'objet de sanctions de Washington pour avoir livré des armes à la Syrie et à l'Iran sous embargo. Sous pression, Ankara a donc été contraint de revoir à plusieurs reprises sa position en repêchant les deux autres candidats de l'appel d'offres (les américains Raytheon et Lockheed Martin, et le consortium franco-italien Eurosam), priés de reformuler leurs propositions. Au début de l'année 2014, la Turquie située dans une position géostratégique particulièrement instable et dangereuse, avait fait finalement savoir que son choix pour les missiles chinois n'est pas définitif et étendu à deux reprises le délai de soumission pour favoriser, semble-t-il, de nouvelles offres.



Points chauds

Unité

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que la France est encore dans un compréhensible état de stupeur, les représentants politiques du pays tentent tant bien que mal de trouver leur place dans cette situation qui pourrait rapidement tourner à leur désavantage. En effet, plus que jamais la moindre phrase ou même le moindre mot compris de travers pourrait mener à des incompréhensions ou au rejet. La ligne entre réaction légitime et opportunisme peut être rapidement dépassée, provoquant la colère de citoyens déboussolés au lendemain des attentats meurtriers qui ont frappé Paris vendredi soir. Beaucoup d'observateurs politiques attendaient ainsi ces trois derniers jours les réactions de Nicolas Sarkozy, Marine Le Pen ou même encore des représentants de la gauche, pour voir comment ils pourraient réagir sur la question des attentats sans tenter d'en tirer un profit politique quelconque. Toutefois, jusqu'à maintenant tous les politiques prônent l'unité nationale, sans toujours user des mots en eux-mêmes, même le FN, tout en demandant pour la plupart des renforcements drastiques des mesures de sécurité. Également, la campagne des élections régionales des 6 et 13 décembre prochain a été suspendue. Nicolas Sarkozy n'a ainsi pas voulu prononcer les mots d'union nationale dans sa conférence de presse depuis le siège de son parti Les Républicains samedi 14 novembre. Il met le gouvernement de François Hollande et Manuel Valls sous pression : «Notre politique extérieure doit intégrer le fait que notre pays est en guerre», dit-il. Pour François Fillon et Alain Juppé, tous deux candidats à la primaire de novembre 2016 du parti Les Républicains, le président de la République a pris les «décisions nécessaires». Pour le maire de Bordeaux, la priorité serait aujourd'hui «d'écraser Daech». Pour le Front national, Marine Le Pen, quant à elle, demande à ce que la France interdise les «organisations islamistes» et ferme les «mosquées radicales» dans son territoire. Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS et Jean-Luc Mélenchon affichent, eux, un refus de la division des Français. Reste à savoir si ces discours se feront plus libres dans quelques jours, quand le recensement des Français prendra progressivement fin pour laisser place à un besoin de réponses et d'actions de leurs représentants politiques. L'on se doute que Sarkozy comme Le Pen auront leur lot de critiques à formuler au gouvernement et qu'après cette trêve politique spontanée les attaques entre partis reprendront, plus fournies que jamais. F. M.



Djanet

L'Orchestre symphonique national anime un concert

Ce concert tenu sur sable, au niveau du fabuleux site touristique connu sous le nom de «La vache qui pleure», a été très apprécié par un public nombreux, dont nombre d'ambassadeurs.

Par Adéla S.

Réhaussé par la présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, et d'invités de marque, des ambassadeurs accrédités en Algérie, ce concert tenu sur sable, au niveau du fabuleux site touristique connu sous le nom de «La vache qui pleure», a été très apprécié par un public nombreux venus apprécier le bouquet musical comportant des reprises de chants nationaux et des morceaux de musique universelle magistralement exécutés par l'Orchestre symphonique national. Intervenant à cette occasion, le ministre de la Culture a indiqué que l'organisation de ce concert dans cette région de l'extrême sud du pays reflète «la profondeur du riche patrimoine culturel ancestral algérien», et que l'invitation de personnalités de marque, ambassadeurs et responsables étrangers, vise à mettre en valeur cette région recelant d'énormes potentialités touristiques, avant d'émettre le souhait que ces invités véhiculent l'image véritable «d'une Algérie sécurisée et stable».

Placé sous l'intitulé de



Le maestro Amine Kouider

«Djanet : symphonie du Sahara» et organisé sous l'égide du ministère de la Culture, ce spectacle a été animé par l'Orchestre symphonique sous la direction du maestro Amine Kouider, en plus d'une chorale polyphonique (près de 80 éléments) et des chanteurs Nada Rayhane et Mohamed Miloudi (Djanet).

L'orchestre a, auparavant, animé un concert à la salle omnisports du ksar d'Azelouaz à Djanet, en l'honneur d'élèves de la région.

Organisé dans le cadre des

festivités commémoratives du 61^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre, ce concert, qui constitue une avant-dernière halte, avant celle prévue prochainement dans la wilaya de Tindouf, figure au programme d'une tournée de l'Orchestre symphonique national, a indiqué son directeur Abdelkader Bouazzara.

Qualifiant cet orchestre d'«une des importantes réalisations culturelles de l'Algérie indépendante», M. Bouazzara a souligné

que le choix de la zone touristique de Tigherghert (Djanet) est motivé par la vocation touristique «par excellence» de cette région aux grandes potentialités, et qui constitue une contribution à la promotion du tourisme dans le Grand Sud.

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, poursuivra dimanche sa visite dans la wilaya d'Illizi, par l'inspection d'une série d'installations et de structures relevant de son secteur.

A. S./APS

Tissemsilt

Garavane culturelle de la wilaya de Jijel

Une caravane culturelle de la wilaya de Jijel est arrivée samedi à Tissemsilt pour animer une série d'activités de chants et de folklore.

Lors de la cérémonie d'ouverture des activités de cette caravane à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem», le public tissemsilti présent a été gratifié de spectacles folkloriques de la troupe «Oued Elli» de chant populaire et de zorna et de récitals de chansons en genres chaabi et staifi animés par Hocine Khalfallah et Mohamed Cherbal.

Le programme de cette manifestation culturelle de deux jours comporte des soirées musicales qui seront animées par la troupe andalouse «Angham Kortoba» et une autre en genre gnaoui.

Les habitants des communes de Theniet El Had et Bordj Bounaama auront également droit, à cette occasion, à des activités artistiques dont des spectacles folkloriques et des soirées en genres moderne, chaabi et de chant patriotique avec la clique de la wilaya de Jijel. Le commissaire du festival de culture populaire de la wilaya de Jijel, Youcef Berrichi, a souligné que cette caravane

s'inscrit dans le cadre du programme des échanges culturelles visant à encourager les jeunes talents dans différents genres de chant et de

musique. Il a ajouté que cette caravane, qui s'inscrit dans le cadre des festivités commémorant le 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de

Libération nationale, constitue une occasion pour faire connaître au public de Tissemsilt le legs culturel de la wilaya de Jijel.

Racim C.

Lancement du programme national d'alphabétisation pour adultes à Oran

Cours inaugural intitulé «J'apprends tamazight»

Le programme national d'alphabétisation en tamazight, pour adultes, a été officiellement lancé samedi, à partir d'Oran, avec un premier cours inaugural intitulé «J'apprends tamazight», a-t-on constaté.

La cérémonie marquant le lancement de ce programme s'est tenue en présence du wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, et de la présidente de l'Association nationale d'alphabétisation «Iqraa», Aïcha Barki.

Cette première séance d'apprentissage de la langue amazighe a été animée au siège du quotidien national «El-Djournhouria». Cet organe de presse est «le premier partenaire du HCA issu du secteur de la communication pour avoir accepté d'abriter une section hebdomadaire (chaque samedi)», s'est félicité Si El-Hachemi Assad, affirmant que d'autres sections seront ouvertes au niveau des infrastructures éducatives.

Le secrétaire général du HCA a également fait part d'autres initiatives en vue de

promouvoir l'alphabétisation par tamazight, citant, à ce titre, la prochaine élaboration d'un manuel en braille afin d'élargir l'apprentissage aux non-voyants.

«Toutes les personnes inscrites à ce programme bénéficieront d'une valise pédagogique comprenant un manuel d'édition récente et une tablette avec l'application «azul» (téléchargeable) de conception algérienne et dont la présentation a été faite dernièrement à l'occasion du Salon international du livre d'Alger (Sila)», a fait savoir M. Assad.

Un diplôme sera délivré aux apprenants à l'issue de leur cursus, en juin prochain, a-t-il ajouté, tout en insistant sur l'intérêt socio-culturel de cette opération qui sera ponctuée par des échanges inter-wilayas, et, en décembre, par une rencontre conviant tous les élèves aux festivités du Nouvel an amazigh «Yennayer» (12 décembre).

La cérémonie a été en outre mise à profit par la présidente de l'Association «Iqraa» pour mettre l'accent sur les efforts des quelque 4 400 enseignants mobilisés

chaque année auprès de 130 000 adultes inscrits en vue de se libérer de l'illettrisme.

«Ces efforts, soutenus par les institutions partenaires à l'instar de la Solidarité nationale et de l'Office national de lutte contre l'analphabétisme, ont permis de réduire le taux national d'analphabétisme à 14% contre 31% en 2008 au lancement de la stratégie nationale en ce domaine», a précisé M^{me} Barki.

Le nouveau dispositif d'alphabétisation en tamazight est lancé, dans une première étape, dans une dizaine de wilayas du pays, a-t-elle indiqué en marge du premier cours animé par l'enseignant Houari Bessaï qui l'a consacré à la prononciation de l'alphabet et à la lecture d'un dialogue en tamazight.

La séance inaugurale a été aussi marquée par la présence de représentants des secteurs partenaires à l'instar de la direction de l'éducation de la wilaya et de l'association culturelle locale «Numidia» qui accueillera elle aussi une section d'apprentissage.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Espacio España (10, rue Al-Azil, Alger-Centre)

Jusqu'au 22 novembre : Exposition vente d'artisanat «richesses et talents

d'Algérie», une sélection des meilleurs artisans dans le domaine du tissage de tapis de Ghardaïa, des artisans de Touggourt (panchos, vestes...), de céramiques de la famille des Boumeïdi, de sculptures et peintures sur bois, patchwork, châles brodés et tableaux de peinture. Horaires : de 10h à 18h.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 décembre :

Exposition-vente de peinture et de photographie «Du soleil à la lune», avec Nourredine Chegrane, Farid Benyaa, Valentina Ghanem, Ferrante Ferranti, etc. les bénéficiaires seront utilisés pour acheter du matériel spécial aux enfants de la Lune souffrant du xeroderma pigmentosum et qui ne peuvent supporter le moindre rayon de soleil.

Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, Rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 26 novembre :

Exposition de l'artiste Abdesslam Bouzar.

Musée national d'art moderne et contemporain (rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)

Jusqu'au 20 novembre :

6^e Festival de la photographie d'art.

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2016 :

8^e Salon d'automne des arts plastiques.

Palais Ahmed-bey de Constantine

Jusqu'au 6 décembre : Exposition de manuscrits arabes conservés aux Pays-Bas, intitulée «L'art du livre islamique».

Coup-franc direct

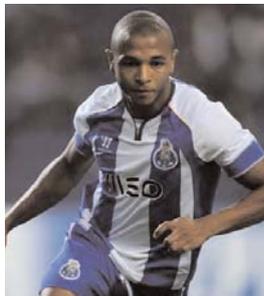
Quand un coach s'entête

Par Mahfoud M.

Le coach de l'EN, Christian Gourcuff, s'entête à appliquer un seul schéma tactique qui fait sa personnalité et ne souhaite rien changer. Pour lui, le 4-4-2 est le schéma idéal dont il ne peut se défaire, même s'il est devenu comme un livre ouvert pour tous les coachs des adversaires de la sélection qui connaissent désormais sa manière de jouer et lui préparent un plan pour le contraindre à chaque fois qu'ils rencontrent l'Algérie. Pourquoi Gourcuff ne pense pas à changer sa tactique, sachant qu'il lui sera difficile de l'emporter à coup sûr et à chaque fois avec cette méthode ? C'est simple, le technicien français pense que c'est une défaite pour lui que de changer de manière de jouer, lui qui est connu pour avoir appliqué cette stratégie quand il était entraîneur au FC Lorient. Toutefois, il devrait savoir que les choses diffèrent quand il s'agit de prendre en main une sélection et que dans ce cas il faudra prospecter un bon nombre de tactiques pour choisir la meilleure. Par ailleurs, le sélectionneur doit prendre en compte l'avis de ses adjoints et les associer dans toutes les décisions, surtout qu'il s'agit de l'avenir d'une sélection dans une compétition majeure. **M. M.**

Prix BBC du joueur africain 2015 Yacine Brahimi parmi les cinq nominés

LE MILIEU international algérien du FC Porto (division 1 portugaise de football), Yacine Brahimi, figure sur une liste de cinq nominés pour le prix du meilleur joueur africain BBC 2015, dévoilée samedi par le média anglais. Outre Brahimi, la liste, révélée lors d'une émission en direct sur BBC World Service, comprend le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (Borussia Dortmund), le Sénégalais Sadio Mané (Southampton), l'Ivoirien Yaya Touré (Manchester City) et le Ghanéen André Ayew (Swansea City). Le vote est ouvert à partir de ce samedi 14 novembre 2015 et sera clôturé le lundi 30 novembre 2015 à 18h00 GMT. L'année dernière, l'élection du joueur africain BBC, qui avait couronné Brahimi, a connu un succès sans précédent, avec des centaines de milliers de votes dans le monde entier. «*Nous sommes toujours surpris par le nombre de fans de football africain, sur le continent et dans le monde, qui ont participé à cette compétition via les votes et*



des débats animés. Nous espérons que les nominés de cette année reflèteront une nouvelle fois, pour les supporters, l'ampleur du talent et l'ambition que ces footballeurs africains représentent», a indiqué Vera Kwakofi, rédactrice en chef à BBC Africa. L'annonce du vainqueur du trophée BBC du footballeur africain de l'année sera faite simultanément à la radio et en ligne (y compris en streaming) le vendredi 1^{er} décembre 2015.

Open 2015 d'Océanie de judo

L'Algérie 3^e avec quatre médailles dont 2 or

LES QUATRE judokas algériens engagés dans l'Open d'Océanie, achevé samedi à Wollongong (Australie), ont décroché quatre médailles (2 or, 1 argent et 1 bronze), terminant à la 3^e place du classement général, derrière la Grande-Bretagne et le Canada, sur un total de 39 pays participants. Houd Zourdani (-66 kg) a été le premier à monter sur le podium pour recevoir la médaille d'argent, vendredi, suite à sa défaite en finale contre le Britannique Nathan Burns. Ses deux coéquipiers Mohamed-Amine Tayeb (+100 kg) et Lyès Bouyacoub (-100 kg) sont montés sur le tami samedi et ont réussi un sans faute en décrochant une médaille d'or chacun, tandis qu'Abderrahmane Benamadi (-90 kg) a pris le bronze. Ce dernier a terminé en tête de la Poule «A» suite à ses victoires, dans l'ordre, contre le Néo-Zélandais Tim Brew et l'Argentin Cristian Schmidt, avant de s'incliner en demi-finale contre l'Azéri Mammadali Mehdiyev, se contentant ainsi du bronze. De son côté, Bouyacoub n'a eu besoin de remporter qu'un seul

combat contre le Tunisien Anis Benkhaled pour prendre la tête de la Poule «A» et se qualifier pour les demi-finales, où il s'est imposé face au Turc Ali Erdogan puis d'enchaîner en finale contre le Mongol Bat-Erdene. A l'instar de Bouyacoub, Mohamed-Amine Tayeb n'a eu besoin que d'une seule victoire pour terminer en tête de la Poule «D» et se qualifier ainsi aux demi-finales où il s'est imposé devant l'Islandais Jonsson Thormodur puis l'Azéri Ushangi Kokauri en finale. Outre les quatre médailles moissonnées, les judokas algériens ont récolté de précieux points, susceptibles de consolider leur classement mondial et augmenter ainsi leurs chances de participer aux JO de 2016 à Rio. A son retour d'Australie, la sélection algérienne de judo préparera d'autres compétitions internationales, notamment les grands chelems de la discipline, prévus au mois de décembre dans plusieurs pays d'Asie. Au total, 191 athlètes, dont 60 dames représentant 39 nations ont participé à cet Open d'Océanie, abrité par la ville australienne de Wollongong.

Après le nul face à la Tanzanie Des réglages à apporter pour les Verts

■ Même si le résultat en lui-même est bon à prendre lors de cette manche aller disputée à Dar Esalam face à la Tanzanie pour le compte du second tour des éliminatoires du Mondial 2018 avec ce nul (2/2), n'empêche que des insuffisances ont été constatées lors de cette rencontre.

Par Mahfoud M.

Elles devraient être corrigées au plus tôt pour permettre à l'équipe d'être mise dans de meilleures conditions pour le compte de la manche retour ce mardi soir et ainsi décrocher le billet qualificatif pour le troisième tour de ces éliminatoires. Il faut savoir que la sélection nationale n'aurait pas pu décrocher ce succès, n'était l'opportunisme de Slimani qui a été encore une fois le sauveur des Verts qui lui doivent une forte chandelle. Le baroudeur des Fennecs était encore au bon endroit pour planter deux banderilles qui nous ont sauvé d'une défaite certaine, après avoir encaissé deux buts. Le portier Raïs Mbolhi était lui aussi d'un grand apport grâce à ses sauvetages en première période qui aurait pu se terminer avec un score plus lourd. L'actuel keeper d'Antalyasport était égal à lui-même et a pu arrêter des ballons dangereux, surtout que la star tanzanienne, Samata, a été un véritable poison pour notre défense qui a



Slimani a sauvé les Verts

trouvé toutes les peines du monde à l'arrêter. Les observateurs avérés, par contre, ne comprennent pas l'opportunité de faire confiance à certains joueurs qui n'ont rien pu faire lors de ce match. C'est le cas notamment du défenseur Mendi qui était dans un jour sans, de même qu'au milieu, les relayeurs n'ont pas fait leur travail pour récupérer des balles, mais le joueur qui est complètement passé à côté de son sujet n'est autre que l'attaquant de Beni Yass, Ishak

Belfodil qui était l'ombre de lui-même et n'a rien apporté au jeu de la sélection nationale. L'essentiel est que l'EN et son coach s'en tirent à bon compte et il faudra maintenant se concentrer sur la deuxième manche qui reste décisive. Il ne faut surtout pas dire que les jeux sont faits et qu'un nul suffirait à notre bonheur, quand on connaît l'opportunisme de Samata qui doit bien être surveillé lors de ce match retour.

M. M.

Sporting Lisbonne

Tottenham et West Ham en course pour Slimani

Les deux pensionnaires de la Premier League anglaise de football, Tottenham et West Ham, sont en course pour s'attacher les services de l'attaquant international algérien du Sporting Lisbonne (division 1 portugaise) Islam Slimani, rapporte l'édition en ligne du tabloïd anglais *The Sun*. Les deux formations londoniennes sont un cran au-dessus par rapport aux clubs qui convoitent le buteur algérien, en vue d'un éventuel recrutement en janvier prochain, précise la même source. Ayant récemment prolongé son contrat jusqu'en 2020, Slimani, arrivé au Portugal

en 2013 en provenance du CR Belouizdad (Ligue 1/Algérie), a réussi à se mettre en évidence en devenant une pièce maîtresse du Sporting dirigé par l'entraîneur Jorge Jesus. Le club a fixé sa clause libératoire à 30 millions d'euros. Dans une récente déclaration à la presse lusitanienne, le coach du Sporting a écarté l'idée d'un départ du joueur algérien cet hiver. «*Slimani est considéré comme l'un des cadors et son départ de l'équipe n'est pas envisageable, il fait partie du projet sportif du Sporting*», a-t-il dit. Mais voilà que l'intérêt grandissant de Tottenham et West Ham

pourrait changer la donne, notamment dans le cas où l'un des deux clubs mettrait sur la table le montant exigé. Après 10 journées de championnat, Slimani (27 ans) pointe à la deuxième place au classement des buteurs avec 7 réalisations, derrière Jonas de Benfica qui compte 8 buts. Le deuxième meilleur buteur en activité des Verts (16 buts) est retenu actuellement en vue de la double confrontation de l'équipe nationale contre la Tanzanie (14, 17 novembre) pour le compte du second tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

EN U-23

Abdellaoui et Ferhat rallongent la liste des blessés

L'entraîneur de la sélection algérienne olympique, Pierre-André Schürmann, fait face à un casse-tête chinois avant deux semaines du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des moins de 23 ans au Sénégal à cause des nombreuses blessures enregistrées au sein de son effectif. Les deux joueurs de l'USM Alger, Abdellaoui et Ferhat, viennent rallonger la liste des blessés. Le premier est sorti après 20 minutes du match amical perdu contre le CR Belouizdad (2-1) jeudi, tandis que le second a été libéré du stage qui a débuté le 7 novembre en raison d'une blessure contractée lors de la finale retour de la Ligue des champions perdue par son équipe sur le terrain du TP Mazembe (RD Congo) dimanche

dernier. Outre Abdellaoui et Ferhat, deux autres éléments-clés de l'effectif algérien se soignent actuellement au Centre d'Aspitir à Doha. Il s'agit de Darfalou (USM Alger) et Chita (MC Alger), tous les deux souffrant des adducteurs. Leur participation au rendez-vous continental (28 novembre-12 décembre 2015) est toujours incertaine. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, Benkabilia (ASM Oran) et Benchaâ (MC Oran) sont eux aussi indisponibles actuellement pour blessures. Leur période de convalescence pourrait dépasser les trois semaines. Auparavant, Benalam (ASM Oran) avait déclaré forfait pour la compétition à cause d'une méchante blessure à un genou. Face à ces aléas, le

patron technique des Verts éprouve d'énormes difficultés pour arrêter la liste des 20 joueurs appelés à faire le déplacement du Sénégal. Une liste qui doit être transmise à la Confédération africaine de football (CAF) avant dix jours du coup d'envoi de l'épreuve. Pour sa part, le défenseur central de Montpellier (L 1, France) Bensebaini, qui se trouve actuellement avec la sélection première en Tanzanie, a déclaré récemment qu'il n'était pas encore sûr de prendre part à la CAN du Sénégal, car n'ayant toujours pas eu le feu vert de son club. Idem pour Aït Athmane, l'attaquant de Gijon (Liga espagnole) que le sélectionneur national compte convoquer pour la première fois à l'occasion de la CAN.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

El Tarf

Quand les cigognes menacent l'environnement et... les avions

ET SI les cigognes, annonciatrices du printemps et, selon certaines croyances populaires, de bonnes nouvelles, considérées aussi, parfois, comme des «baromètres météorologiques», n'étaient pas simplement ces belles nuées dont le joyeux crissement fait lever les yeux vers le ciel ?

Et si les cigognes, élégants échassiers volants au beau plumage noir et blanc, n'étaient pas seulement ces «architectes» géniaux capables de construire et de stabiliser un nid, tout en haut, sur la pointe d'un poteau électrique, mais aussi – hélas – des volatiles nuisibles, dans certains cas, à l'environnement et dangereux pour l'homme ?

Cette dernière hypothèse représente, en tous cas, une opinion que les habitants d'El Chatt, dans la wilaya d'El Tarf, une localité située à quelques encablures de l'aéroport international Rabah-Bitah d'Annaba, ne peuvent malheureusement que partager. Un avis auquel adhèrent aussi les services de la Gendarmerie nationale d'El Tarf qui ont dénoncé «une grave atteinte à l'environnement causée par des dizaines de cigognes attirées par une décharge à ciel ouvert relevant de la société régionale des abattoirs de volailles de l'est».

La Gendarmerie nationale évoque même un «important risque pour les avions qui décollent ou atterrissent sur la piste de l'aéroport d'Annaba», situé à moins de 700 mètres de là.

L'histoire de l'aviation moderne est truffée, en effet, de récits d'accidents, voire de crashes, dus à ce que l'on appelle des collisions aériennes qui provoquent des dommages lorsque de gros oiseaux sont aspirés par les réacteurs de jets où ils peuvent causer des dégâts irréversibles comme l'arrêt du moteur.

Le cas le plus récent concerne le vol 1549 de la compagnie américaine US Airways quand un Airbus transportant 155 personnes a été percuté au-dessus de New-York (USA) par une nuée

de bernaches du Canada, provoquant la perte de puissance des réacteurs et obligeant l'avion à faire un amerrissage d'urgence sur le fleuve Hudson.

Ce jour-là, jeudi 15 janvier 2009, les 150 passagers et les 5 membres d'équipage ne durent leur salut qu'au sang-froid des pilotes qui réussirent à poser sans encombre l'avion sur l'eau, sauvant ainsi la vie de tous ses occupants.

C'est dire que la menace évoquée par la Gendarmerie nationale est bien réelle et commande de trouver le plus rapidement possible une solution aux risques que représente cette décharge pour l'environnement, mais également – et surtout – pour des vies humaines.

Mise en service en janvier 2015, la décharge d'El Chatt où sont quotidiennement déversées d'importantes quantités de restes d'abats de poulets, constitue, pour l'heure, un vrai garde-manger pour les cigognes dont les innombrables allées et venues vers cet endroit fétide, en quête de nourriture, sont un véritable danger qu'il ne faudrait pas prendre à la légère, selon les services de la Gendarmerie nationale.

Estimant qu'il s'agit-là d'une «atteinte grave» à l'environnement et à l'écosystème, les services de la Gendarmerie nationale, rejoints par la cellule régionale chargée de l'environnement, ont tenu à tirer la sonnette d'alarme et à préciser que l'entreprise à l'origine de la création de cette décharge n'a pas d'autorisation d'exploitation et «fait fi de la réglementation en vigueur».

Abattage au mépris des règles de traitement des déchets selon les critères requis et exercice de l'activité sans autorisation sont les principaux griefs retenus contre cette entreprise, a-t-on affirmé à la Gendarmerie nationale, insistant sur le fait que cet abattoir et sa décharge mettent en péril aussi bien la vie des citoyens que l'environnement, sachant que les déchets finissent généralement dans un oued traversant la route nationale n° 44.

All S.

Tizi Ouzou

Un maçon chute mortellement dans un chantier

UN HOMME a fait, avant-hier, une chute mortelle accidentelle du haut d'une habitation en construction au village Ath Bouyahia, dans la commune de Beni Douala (25 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou), avons-nous appris auprès des services de la Protection civile. Il était,

selon les indications fournies par la même source, près de 16h35 quand la victime, maçon de son état, a fait la chute alors qu'il était en train de travailler dans cette habitation en chantier. H. Madjid (39 ans) a rendu l'âme sur les lieux de l'accident. H. M.

L'ENQUÊTE PROGRESSE UN PASSEPORT SYRIEN A ÉTÉ RETROUVÉ SUR LE LIEU D'ATTENTAT À PARIS



JOUMI >

Djalou@hotmail.com

Musique andalouse et poésie

Décès du chanteur Sid-Ahmed Serri...

■ La scène culturelle et artistique est endeuillée par la disparition de deux grandes figures du monde de la musique et de la poésie, le chanteur de musique andalouse Ahmed Serri et le poète d'expression française Messaour Boulanour, né à Sour El Gozlane, ville qu'il n'a jamais quittée en plus de 80 ans.

Par Racim C.

Le musicien, professeur de musique andalouse et chanteur algérien Sid-Ahmed Serri est décédé dimanche à Alger à l'âge de 89 ans, a-t-on appris auprès de ses proches. L'enterrement aura lieu aujourd'hui lundi après la prière du Dhohr au cimetière de Sidi Yahia (Alger).

Sid-Ahmed Serri a été le premier artiste lyrique à recevoir, en avril 1992, les insignes de l'Ordre du Mérite National. Le défunt est né le 2 novembre 1926 à La Casbah d'Alger.

... Et du poète Messaour Boulanour

Le poète Messaour Boulanour est décédé samedi soir à Sour El Ghozlane (W. de Bouira) à l'âge de 82 ans, des suites d'une maladie chronique,

a-t-on appris hier auprès de ses proches. Le défunt, poète de langue française, compagnon d'écriture de Kateb Yacine et de Jean Sénac, appartient à la génération qui a vécu le colonialisme et accompagné la guerre de Libération nationale. En 1956 et 1957, Messaour Boulanour a été emprisonné durant plusieurs mois par le pouvoir colonial à la prison de Serkadji (ex-Barberousse) avec de nombreux autres militants.

Il a son actif plusieurs recueils dont «La Meilleure force» (1956-1960), éditions du Scorpion, (Paris, 1963), «Le Coup de fouet», pièce radiophonique radiodiffusée, (Alger, 1966), «Mon pays est partout où l'homme se redresse» (Raison de dire), illustré, (Alger, 1979), «Sous peine de mort», fragments avec 12 dessins de Denis Martinez, éditions de l'Orycté, 1981, «J'écris... de Sour El

Ghozlane», Poèmes d'Algérie, 1972-1998, éditions Tirésias, (Paris, 1998), «Œuvres choisies», Union des écrivains Algériens (Alger, 2003).

Messaour Boulanour a, par ailleurs, écrit «Et pour sanction la vie. Sous peine de mort. L'alphabet de l'espace», un coffret réunissant les trois recueils, éditions Dalimen, (2008).

Dans un de ses articles consacrés à ce grand poète, le défunt journaliste et écrivain Tahar Djaout avait souligné à propos de son recueil «La meilleure force» que cette œuvre poétique parue en 1963 de ce «poète essentiel» a peu d'équivalent dans la littérature algérienne. Le poète sera enterré aujourd'hui à Sour El Ghozlane où il est né et a toujours vécu. Il n'a quitté sa ville natale que pour des récitals ou des conférences à Alger.

R. C.

Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste arrêté et un pistolet mitrailleur récupéré

UN TERRORISTE a été arrêté et un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov a été récupéré, samedi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire) a arrêté le 14 novembre

2015, un terroriste et a récupéré un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions», précise le communiqué. D'autre part, «des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamannasset et de Bordj Badji Mokhtar ont intercepté, vingt contrebandiers de différentes nationalités et ont saisi un fusil de chasse, une quantité de munitions, une paire de jumelles, trois camions, un véhicule tout-terrain, quarante-trois tonnes de denrées alimentaires, 14 620 litres de carburant, dix-sept détecteurs de métaux, deux

groupes électrogènes, un matelas piqueur, des téléphones portables et d'autres objets», note la même source.

Au niveau du secteur opérationnel d'El Oued (4^e Région militaire), «un détachement a intercepté un camion chargé de quatre tonnes et trois cent kilogrammes de tabac».

«De même, un autre détachement relevant du secteur opérationnel d'Adrar (3^e Région militaire) a appréhendé sept immigrants clandestins», ajoute la même source.

Kamel L.